

AR PREFECTURE

047-214700049-20200728-2020\_057-DE  
Regu le 29/07/2020

VILLE  
D'AIGUILLON  
[www.ville-aiguillon.eu](http://www.ville-aiguillon.eu)

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION  
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL  
Entre la Ville d'Aiguillon et Madame Christelle FRAISSE-CIROU Apicultrice  
Avenant n°1

Entre :

La Commune d'Aiguillon,  
représentée par son Maire, Christian GIRARDI,  
Hôtel de ville – place du 14 juillet – 47190 AIGUILLON  
dûment autorisé par délibération en date du 28 juillet 2020  
ci-dessous dénommée « la Commune »

d'une part ;

Et

Madame Christelle FRAISSE-CIROU  
déclarée en Préfecture de Lot-et-Garonne le 5 avril 2018  
sous le numéro Siret : 838 652 642 00011.  
Numéro d'apiculteur (NAPI) : A5036922  
dont le siège social se situe « Bacquerat » 47400 VILLETON  
Ci-après dénommé « l'Occupant »

d'autre part

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1.

L'article 9 : Durée du contrat, est modifié comme suit :  
La convention est conclue pour une période de 1 an à compter de la signature du présent avenant.

ARTICLE 2

Tous les autres articles de la convention restent inchangés.

Fait à Aiguillon, le

Pour la Commune,  
Mr Christian GIRARDI  
Maire

Pour l'Occupant  
Mme Christelle FRAISSE-CIROU  
Apicultrice

**CONVENTION DE SERVITUDE AMIABLE « ASD 06 »****Construction d'une ligne de distribution électrique souterraine supérieure ou égale à 2 mètres pour des parcelles cadastrées**

Commune d'AIGUILLON

Intitulé de l'affaire SDEE : EFPUB CHAUDIERE BOIS

N° affaire SDEE : 470042005EFPUB01

**Entre les soussignés :**

Monsieur **Michel PONTHEOREAU**, 1<sup>er</sup> Vice-Président, domicilié au titre de sa fonction au siège du Syndicat, agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du 22 juin 2015, reçue au contrôle de légalité le 23 juin 2015,

Représentant le **SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE ET D'ENERGIES DE LOT-ET-GARONNE**, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à Agen (Lot-et-Garonne), 26 rue Diderot, identifié au Répertoire SIRENE sous le numéro 254 701 824, constitué pour une durée illimitée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1953, et ci-après dénommé le « **SYNDICAT** », d'une part,

Et

Commune de AIGUILLON représenté par **M. GIRARD Christian** son maireDemeurant au (adresse complète) : **LE BOURG- 47190 AIGUILLON**agissant en qualité de(s) propriétaire(s), et désigné ci-après par l'appellation le « **PROPRIETAIRE** », d'autre part,

Le propriétaire déclare que la totalité des parcelles ci-après désignées (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartiennent :

| COMMUNES  | SECTIONS | NUMEROS                      | LIEUX-DITS | AFFECTATION DES PARCELLES (*) |
|-----------|----------|------------------------------|------------|-------------------------------|
| AIGUILLON | E        | 1261 – 1424<br>– 1443 - 1444 | BLANCHARD  | Habitation                    |
|           |          |                              |            |                               |
|           |          |                              |            |                               |

(\*) Indiquer par parcelle l'utilisation du sol : habitation, loisir, industrielle, agricole (polyculture, prairie naturelle, autres).

**Vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par les articles L323-3 à L323-9 du Code de l'Energie, du décret n°70-492 du 11 juin 1970 modifié et, à titre de reconnaissance de ces droits, il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> – Droits de servitudes consentis au SYNDICAT**

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages mentionnés ci-dessous sur la parcelle ci-dessus désignée, le **PROPRIETAIRE** ou ses ayants-droits reconnaissent au **SYNDICAT** le droit de :

**1.1** Etablir à demeure dans une bande de **1** mètres de large, **1** canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ **64** mètre(s), ainsi que ses accessoires (comme implanté sur le plan annexé) ;

**1.2** Faire établir si besoin des bornes de repérage ;

**1.3** Poser ou encastrer **1** coffret(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade (comme implanté sur le plan annexé) ;

**1.4** Effectuer l'élégage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, pourra confier ces travaux au **PROPRIETAIRE**, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution.

**1.5** Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).





1.6 Par voie de conséquence, le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, veillera à laisser la parcelle concernée dans un état similaire à celui qui existait avant leur intervention au titre des présentes.

1.7 Le **PROPRIETAIRE** sera préalablement averti des interventions du **SYNDICAT** et de son concessionnaire, après remise en concession, sauf cas d'urgence.

## **Article 2 – Droits et obligations du PROPRIETAIRE**

2.1 Conformément à l'article L.323-6 du Code de l'Energie, l'exercice des servitudes n'entraîne aucune dépossession pour le **PROPRIETAIRE**.

2.2 Le **PROPRIETAIRE** s'interdit toutefois de faire sur et sous le tracé et à proximité des ouvrages définis à l'article 1<sup>er</sup>, toute plantation d'arbre ou arbuste, toute culture et plus généralement tout travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation, la solidité et la sécurité des ouvrages.

Le **PROPRIETAIRE** s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.3 Les ouvrages pourront être déplacés ou modifiés aux frais du concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, si le **PROPRIETAIRE** envisage de réaliser des travaux (clôture, nouvelle construction, démolition, réparation ou surélévation de la construction existante) rendant incompatibles le maintien des ouvrages publics en place. Ces travaux s'entendent de ceux faits à proximité des ouvrages définis à l'article 1<sup>er</sup> et pouvant les impacter.

Pour ce faire, le **PROPRIETAIRE** devra faire connaître au concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile du concessionnaire dont dépend la ligne, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous éléments d'appréciation ; le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

2.4 Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques (hors branchement). Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, et à ses frais. Cependant, le **PROPRIETAIRE** pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

2.5 Si le **PROPRIETAIRE** n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

## **Article 3 – Indemnisation éventuelle**

3.1 En égard à la nature et à l'objet des travaux réalisés, ainsi qu'à leur mode très particulier de financement, aucune indemnité n'est versée par le **SYNDICAT**.

3.2 Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages, feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage au **PROPRIETAIRE**, et fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## **Article 4 – Responsabilités**

4.1 Le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

4.2 Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.



## Article 5 – Effets de la présente convention

5.1 En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du **PROPRIETAIRE** et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L323-4 du Code de l'Energie.

5.2 Par voie de conséquence, le **PROPRIETAIRE** s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

5.3 En cas de location, d'affermage ou autre, le **PROPRIETAIRE** s'engage à informer immédiatement son locataire, fermier ou autre de la signature de ladite convention.

5.4 La présente convention sera régularisée en vue de sa publication au Service de la Publicité Foncière compétent, par acte authentique en la forme administrative du **SYNDICAT**, les frais dudit acte étant à la charge du **SYNDICAT**.

## Article 6 – Litiges

6.1 Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

6.2 A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal du lieu de situation des parcelles.

## Article 7 – Entrée en application

7.1 La présente convention prend effet à dater de ce jour, et est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

7.2 Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le **PROPRIETAIRE** autorise le **SYNDICAT** à commencer les travaux dès la signature de la présente convention, avant même sa régularisation par acte authentique.

7.3 En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa notification aux intéressés.

## Article 8 – Mise en concession

8.1 Le concessionnaire du **SYNDICAT** (ENEDIS à la date de signature de la présente convention) bénéficie des droits et des obligations attachés à la présente convention, dès la remise en concession de l'ouvrage.

8.2 Le **SYNDICAT** déclare qu'il entend stipuler dans le présent acte, tant pour lui-même que pour ENEDIS, son concessionnaire, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

## Article 9 – Mention légale d'information

Le **SYNDICAT** dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des formalités liées à la présente convention. A cette fin, le **SYNDICAT** est amené à enregistrer des données concernant les parties à des fins de sécurisation de la convention pour la durée de vie de l'ouvrage et à des fins de publication auprès du Service de la Publicité Foncière. Le traitement des données personnelles du **PROPRIETAIRE** satisfait, selon l'article 7 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, à l'exécution de mission de service public dont est investi le **SYNDICAT** concernant la distribution publique d'électricité.

En vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du Service Juridique du **SYNDICAT** ([juridique@sdee47.fr](mailto:juridique@sdee47.fr)).





**ANNEXE** : Photographie de l'implantation des ouvrages

**Photographie non Contractuelle**



Fait en quatre exemplaires,

A ....., le .....

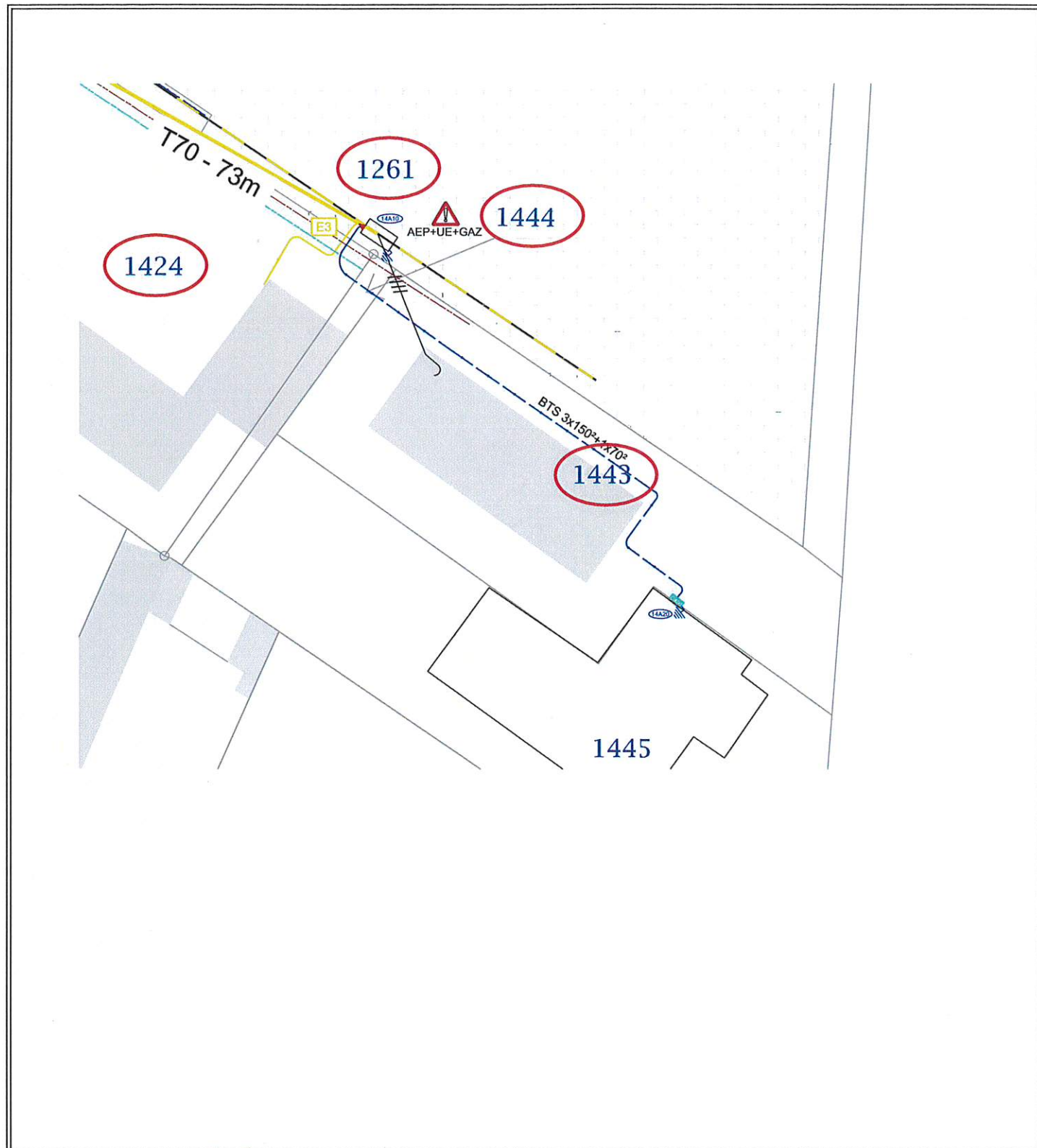
Le PROPRIETAIRE  
Commune de AIGUILLON représenté par  
M. GIRARDI Christian son maire

A AGEN, le .....

Pour le SYNDICAT,  
Le Vice-Président,



Annexe : Extrait du plan d'implantation des ouvrages





|                      |    |
|----------------------|----|
| IV - ANNEXES         | IV |
| ARRÊTÉ ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 27  
 Nombre de membres présents : 22  
 Nombre de suffrages exprimés : 26  
 VOTES - Pour : 26  
 Contre : /  
 Abstentions : /

Date de convocation : 22/07/2020

Présenté par le Maire ,

A AIGUILLON , le 28/07/2020

le Maire ,

Délibéré par l'Assemblée délibérante en session .....

A AIGUILLON , le 28/07/2020

Les membres du Conseil Municipal,

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture, le  
   /    /    , et de la publication le    /    /   

A ....., le    /    /

**CONVENTION DE SERVITUDE AMIABLE « ASD 06 »****Construction d'une ligne de distribution électrique souterraine supérieure ou égale à 2 mètres pour des parcelles cadastrées**

Commune d'AIGUILLON  
Intitulé de l'affaire SDEE : EFPUB CHAUDIERE BOIS  
N° affaire SDEE : 470042005EFPUB01

**Entre les soussignés :**

Monsieur **Michel PONTTHOREAU**, 1<sup>er</sup> Vice-Président, domicilié au titre de sa fonction au siège du Syndicat, agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du 22 juin 2015, reçue au contrôle de légalité le 23 juin 2015,

Représentant le **SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE ET D'ENERGIES DE LOT-ET-GARONNE**, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à Agen (Lot-et-Garonne), 26 rue Diderot, identifié au Répertoire SIRENE sous le numéro 254 701 824, constitué pour une durée illimitée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1953, et ci-après dénommé le « **SYNDICAT** », d'une part,

Et

Commune de AIGUILLON représenté par **M. GIRARDI Christian** son maire

Demeurant au (adresse complète) : **LE BOURG- 47190 AIGUILLON**

agissant en qualité de(s) propriétaire(s), et désigné ci-après par l'appellation le « **PROPRIETAIRE** », d'autre part,

Le propriétaire déclare que la totalité des parcelles ci-après désignées (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartiennent :

| COMMUNES  | SECTIONS | NUMEROS                      | LIEUX-DITS | AFFECTATION DES PARCELLES (*) |
|-----------|----------|------------------------------|------------|-------------------------------|
| AIGUILLON | E        | 1261 – 1424<br>– 1443 - 1444 | BLANCHARD  | Habitation                    |
|           |          |                              |            |                               |
|           |          |                              |            |                               |

(\*) Indiquer par parcelle l'utilisation du sol : habitation, loisir, industrielle, agricole (polyculture, prairie naturelle, autres).

***Vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par les articles L323-3 à L323-9 du Code de l'Energie, du décret n°70-492 du 11 juin 1970 modifié et, à titre de reconnaissance de ces droits, il a été convenu et arrêté ce qui suit :***

**Article 1<sup>er</sup> – Droits de servitudes consentis au SYNDICAT**

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages mentionnés ci-dessous sur la parcelle ci-dessus désignée, le **PROPRIETAIRE** ou ses ayants-droits reconnaissent au **SYNDICAT** le droit de :

**1.1** Etablir à demeure dans une bande de **1** mètres de large, **1** canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ **64** mètre(s), ainsi que ses accessoires (comme implanté sur le plan annexé) ;

**1.2** Faire établir si besoin des bornes de repérage ;

**1.3** Poser ou encastrer **1** coffret(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade (comme implanté sur le plan annexé) ;

**1.4** Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, pourra confier ces travaux au **PROPRIETAIRE**, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution.

**1.5** Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).





1.6 Par voie de conséquence, le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, veillera à laisser la parcelle concernée dans un état similaire à celui qui existait avant leur intervention au titre des présentes.

1.7 Le **PROPRIETAIRE** sera préalablement averti des interventions du **SYNDICAT** et de son concessionnaire, après remise en concession, sauf cas d'urgence.

## **Article 2 – Droits et obligations du PROPRIETAIRE**

2.1 Conformément à l'article L.323-6 du Code de l'Energie, l'exercice des servitudes n'entraîne aucune dépossession pour le **PROPRIETAIRE**.

2.2 Le **PROPRIETAIRE** s'interdit toutefois de faire sur et sous le tracé et à proximité des ouvrages définis à l'article 1<sup>er</sup>, toute plantation d'arbre ou arbuste, toute culture et plus généralement tout travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation, la solidité et la sécurité des ouvrages.

Le **PROPRIETAIRE** s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.3 Les ouvrages pourront être déplacés ou modifiés aux frais du concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, si le **PROPRIETAIRE** envisage de réaliser des travaux (clôture, nouvelle construction, démolition, réparation ou surélévation de la construction existante) rendant incompatibles le maintien des ouvrages publics en place. Ces travaux s'entendent de ceux faits à proximité des ouvrages définis à l'article 1<sup>er</sup> et pouvant les impacter.

Pour ce faire, le **PROPRIETAIRE** devra faire connaître au concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile du concessionnaire dont dépend la ligne, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous éléments d'appréciation ; le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

2.4 Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques (hors branchement). Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, et à ses frais. Cependant, le **PROPRIETAIRE** pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

2.5 Si le **PROPRIETAIRE** n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

## **Article 3 – Indemnisation éventuelle**

3.1 En égard à la nature et à l'objet des travaux réalisés, ainsi qu'à leur mode très particulier de financement, aucune indemnité n'est versée par le **SYNDICAT**.

3.2 Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages, feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage au **PROPRIETAIRE**, et fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## **Article 4 – Responsabilités**

4.1 Le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

4.2 Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.





## **Article 5 – Effets de la présente convention**

5.1 En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du **PROPRIETAIRE** et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L323-4 du Code de l'Energie.

5.2 Par voie de conséquence, le **PROPRIETAIRE** s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

5.3 En cas de location, d'affermage ou autre, le **PROPRIETAIRE** s'engage à informer immédiatement son locataire, fermier ou autre de la signature de ladite convention.

5.4 La présente convention sera régularisée en vue de sa publication au Service de la Publicité Foncière compétent, par acte authentique en la forme administrative du **SYNDICAT**, les frais dudit acte étant à la charge du **SYNDICAT**.

## **Article 6 – Litiges**

6.1 Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

6.2 A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal du lieu de situation des parcelles.

## **Article 7 – Entrée en application**

7.1 La présente convention prend effet à dater de ce jour, et est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

7.2 Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le **PROPRIETAIRE** autorise le **SYNDICAT** à commencer les travaux dès la signature de la présente convention, avant même sa régularisation par acte authentique.

7.3 En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa notification aux intéressés.

## **Article 8 – Mise en concession**

8.1 Le concessionnaire du **SYNDICAT** (ENEDIS à la date de signature de la présente convention) bénéficie des droits et des obligations attachés à la présente convention, dès la remise en concession de l'ouvrage.

8.2 Le **SYNDICAT** déclare qu'il entend stipuler dans le présent acte, tant pour lui-même que pour ENEDIS, son concessionnaire, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

## **Article 9 – Mention légale d'information**

Le **SYNDICAT** dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des formalités liées à la présente convention. A cette fin, le **SYNDICAT** est amené à enregistrer des données concernant les parties à des fins de sécurisation de la convention pour la durée de vie de l'ouvrage et à des fins de publication auprès du Service de la Publicité Foncière. Le traitement des données personnelles du **PROPRIETAIRE** satisfait, selon l'article 7 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, à l'exécution de mission de service public dont est investi le **SYNDICAT** concernant la distribution publique d'électricité.

En vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du Service Juridique du **SYNDICAT** ([juridique@sdee47.fr](mailto:juridique@sdee47.fr)).



**ANNEXE** : Photographie de l'implantation des ouvrages

*Photographie non Contractuelle*



Fait en quatre exemplaires,

A AIGUILLON, le 29/07/2020

Le PROPRIETAIRE  
Commune de AIGUILLON représenté par  
M. GIRARDI Christian son maire



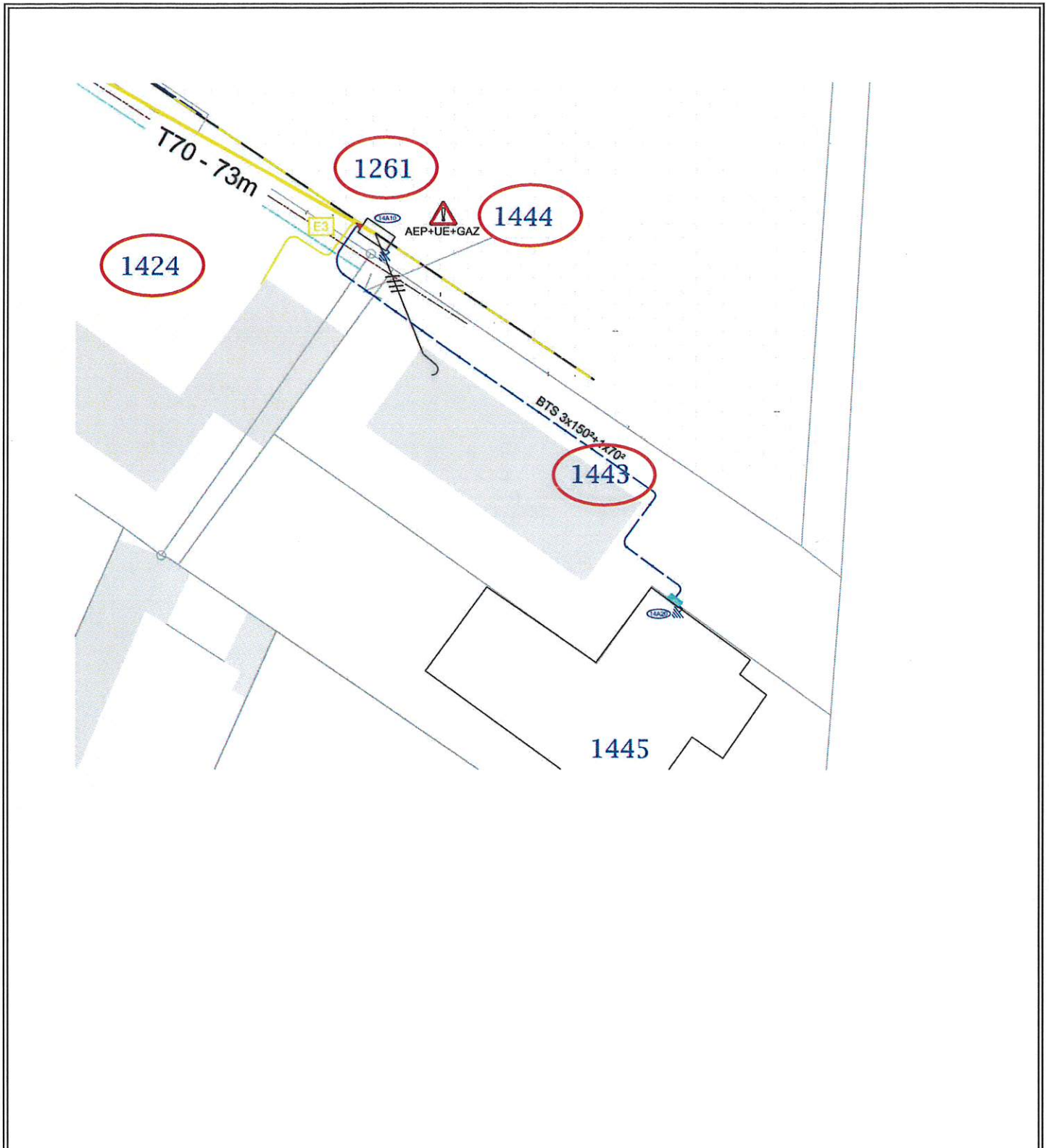
A AGEN, le 25/09/2020

Pour le SYNDICAT,  
Le Vice-Président,



Michel PONTTHOREAU

Annexe : Extrait du plan d'implantation des ouvrages





**CONVENTION DE SERVITUDE AMIABLE « ASD 06 »****Construction d'une ligne de distribution électrique souterraine supérieure ou égale à 2 mètres pour des parcelles cadastrées**

Commune d'AIGUILLON  
Intitulé de l'affaire SDEE : EFPUB CHAUDIERE BOIS  
N° affaire SDEE : 470042005EFPUB01

**Entre les soussignés :**

Monsieur **Michel PONTTHOREAU**, 1<sup>er</sup> Vice-Président, domicilié au titre de sa fonction au siège du Syndicat, agissant en vertu d'une délibération du Comité Syndical en date du 22 juin 2015, reçue au contrôle de légalité le 23 juin 2015,

Représentant le **SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE ET D'ENERGIES DE LOT-ET-GARONNE**, établissement public de coopération intercommunale, dont le siège est à Agen (Lot-et-Garonne), 26 rue Diderot, identifié au Répertoire SIRENE sous le numéro 254 701 824, constitué pour une durée illimitée par arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juin 1953, et ci-après dénommé le « **SYNDICAT** », d'une part,

Et

Commune de AIGUILLON représenté par **M. GIRARDI Christian** son maire

Demeurant au (adresse complète) : **LE BOURG- 47190 AIGUILLON**

agissant en qualité de(s) propriétaire(s), et désigné ci-après par l'appellation le « **PROPRIETAIRE** », d'autre part,

Le propriétaire déclare que la totalité des parcelles ci-après désignées (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartiennent :

| COMMUNES  | SECTIONS | NUMEROS                      | LIEUX-DITS | AFFECTATION DES PARCELLES (*) |
|-----------|----------|------------------------------|------------|-------------------------------|
| AIGUILLON | E        | 1261 – 1424<br>– 1443 - 1444 | BLANCHARD  | Habitation                    |
|           |          |                              |            |                               |
|           |          |                              |            |                               |

(\*) Indiquer par parcelle l'utilisation du sol : habitation, loisir, industrielle, agricole (polyculture, prairie naturelle, autres).

***Vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par les articles L323-3 à L323-9 du Code de l'Energie, du décret n°70-492 du 11 juin 1970 modifié et, à titre de reconnaissance de ces droits, il a été convenu et arrêté ce qui suit :***

**Article 1<sup>er</sup> – Droits de servitudes consentis au SYNDICAT**

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages mentionnés ci-dessous sur la parcelle ci-dessus désignée, le **PROPRIETAIRE** ou ses ayants-droits reconnaissent au **SYNDICAT** le droit de :

**1.1** Etablir à demeure dans une bande de **1** mètres de large, **1** canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ **64** mètre(s), ainsi que ses accessoires (comme implanté sur le plan annexé) ;

**1.2** Faire établir si besoin des bornes de repérage ;

**1.3** Poser ou encastrer **1** coffret(s) et/ou ses accessoires, notamment dans un mur, un muret ou une façade (comme implanté sur le plan annexé) ;

**1.4** Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, pourra confier ces travaux au **PROPRIETAIRE**, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages de distribution.

**1.5** Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc.).





1.6 Par voie de conséquence, le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, veillera à laisser la parcelle concernée dans un état similaire à celui qui existait avant leur intervention au titre des présentes.

1.7 Le **PROPRIETAIRE** sera préalablement averti des interventions du **SYNDICAT** et de son concessionnaire, après remise en concession, sauf cas d'urgence.

## **Article 2 – Droits et obligations du PROPRIETAIRE**

2.1 Conformément à l'article L.323-6 du Code de l'Energie, l'exercice des servitudes n'entraîne aucune dépossession pour le **PROPRIETAIRE**.

2.2 Le **PROPRIETAIRE** s'interdit toutefois de faire sur et sous le tracé et à proximité des ouvrages définis à l'article 1<sup>er</sup>, toute plantation d'arbre ou arbuste, toute culture et plus généralement tout travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation, la solidité et la sécurité des ouvrages.

Le **PROPRIETAIRE** s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.3 Les ouvrages pourront être déplacés ou modifiés aux frais du concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, si le **PROPRIETAIRE** envisage de réaliser des travaux (clôture, nouvelle construction, démolition, réparation ou surélévation de la construction existante) rendant incompatibles le maintien des ouvrages publics en place. Ces travaux s'entendent de ceux faits à proximité des ouvrages définis à l'article 1<sup>er</sup> et pouvant les impacter.

Pour ce faire, le **PROPRIETAIRE** devra faire connaître au concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile du concessionnaire dont dépend la ligne, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous éléments d'appréciation ; le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

2.4 Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques (hors branchement). Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, et à ses frais. Cependant, le **PROPRIETAIRE** pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

2.5 Si le **PROPRIETAIRE** n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, le concessionnaire du **SYNDICAT**, après remise en concession, sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

## **Article 3 – Indemnisation éventuelle**

3.1 En égard à la nature et à l'objet des travaux réalisés, ainsi qu'à leur mode très particulier de financement, aucune indemnité n'est versée par le **SYNDICAT**.

3.2 Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages, feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage au **PROPRIETAIRE**, et fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

## **Article 4 – Responsabilités**

4.1 Le **SYNDICAT** ou son concessionnaire, après remise en concession, prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

4.2 Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.





## **Article 5 – Effets de la présente convention**

5.1 En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du **PROPRIETAIRE** et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L323-4 du Code de l'Energie.

5.2 Par voie de conséquence, le **PROPRIETAIRE** s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

5.3 En cas de location, d'affermage ou autre, le **PROPRIETAIRE** s'engage à informer immédiatement son locataire, fermier ou autre de la signature de ladite convention.

5.4 La présente convention sera régularisée en vue de sa publication au Service de la Publicité Foncière compétent, par acte authentique en la forme administrative du **SYNDICAT**, les frais dudit acte étant à la charge du **SYNDICAT**.

## **Article 6 – Litiges**

6.1 Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable.

6.2 A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal du lieu de situation des parcelles.

## **Article 7 – Entrée en application**

7.1 La présente convention prend effet à dater de ce jour, et est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

7.2 Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le **PROPRIETAIRE** autorise le **SYNDICAT** à commencer les travaux dès la signature de la présente convention, avant même sa régularisation par acte authentique.

7.3 En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, la présente convention peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa notification aux intéressés.

## **Article 8 – Mise en concession**

8.1 Le concessionnaire du **SYNDICAT** (ENEDIS à la date de signature de la présente convention) bénéficie des droits et des obligations attachés à la présente convention, dès la remise en concession de l'ouvrage.

8.2 Le **SYNDICAT** déclare qu'il entend stipuler dans le présent acte, tant pour lui-même que pour ENEDIS, son concessionnaire, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

## **Article 9 – Mention légale d'information**

Le **SYNDICAT** dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des formalités liées à la présente convention. A cette fin, le **SYNDICAT** est amené à enregistrer des données concernant les parties à des fins de sécurisation de la convention pour la durée de vie de l'ouvrage et à des fins de publication auprès du Service de la Publicité Foncière. Le traitement des données personnelles du **PROPRIETAIRE** satisfait, selon l'article 7 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, à l'exécution de mission de service public dont est investi le **SYNDICAT** concernant la distribution publique d'électricité.

En vertu de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du Service Juridique du **SYNDICAT** ([juridique@sdee47.fr](mailto:juridique@sdee47.fr)).

**ANNEXE** : Photographie de l'implantation des ouvrages

*Photographie non Contractuelle*



Fait en quatre exemplaires,

A AIGUILLON, le 29/07/2020

Le PROPRIETAIRE  
Commune de AIGUILLON représenté par  
M. GIRARDI Christian son maire



A AGEN, le 25/09/2020

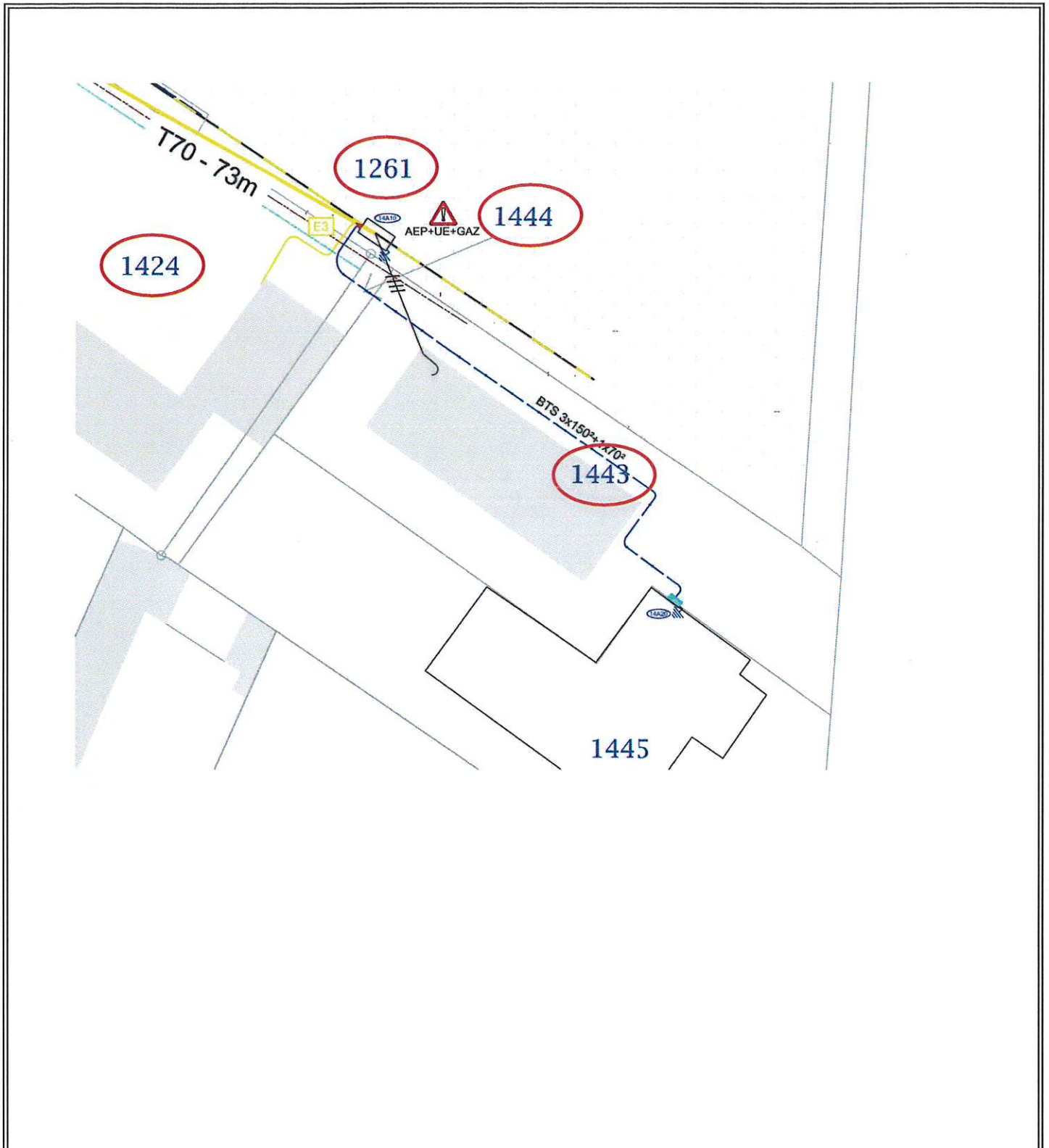
Pour le SYNDICAT,  
Le Vice-Président,



Michel PONTHEOREAU



Annexe : Extrait du plan d'implantation des ouvrages



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

## RETROSPECTIVE 2014 -2019

### 1 - Les Dépenses de fonctionnement

La hausse enregistrée sur le total des dépenses de fonctionnement + 9.28% est exclusivement liée à la variation à la hausse des opérations d'ordre. Celles-ci sont très impactantes notamment en 2018 et en 2019 compte tenu des écritures patrimoniales liées aux ventes d'immeubles.

Pour mémoire, ces opérations comptables sont neutres dans le résultat global de clôture.

La baisse des dépenses réelles de gestion courantes (hors charges exceptionnelles) : 2.5% sur la période 2014-2019, représente en valeur – 106 621 €.

| FONCTIONNEMENT                              | CA 2014            | CA 2015            | CA 2016            | CA 2017            | CA 2018            | CA 2019            | Evol<br>CA2019/<br>CA2018 | Evol<br>CA2019/<br>CA2014 |
|---------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------------|---------------------------|
| <b>Opérations réelles</b>                   | <b>4 357 521 €</b> | <b>4 469 367 €</b> | <b>4 374 448 €</b> | <b>4 361 800 €</b> | <b>4 401 759 €</b> | <b>4 251 824 €</b> | <b>-3,41%</b>             | <b>-2,43%</b>             |
| 011 Charges à caractère général             | 1 043 741 €        | 1 024 622 €        | 959 623 €          | 918 560 €          | 953 285 €          | 860 622 €          | -9,72%                    | -17,54%                   |
| 012 Charges de personnel et frais assimilés | 2 642 192 €        | 2 622 965 €        | 2 693 623 €        | 2 752 202 €        | 2 764 741 €        | 2 687 793 €        | -2,78%                    | 1,73%                     |
| 014 Atténuation de produits                 | 3 894 €            | - €                | - €                | - €                | - €                |                    |                           |                           |
| 65 Autres charges de gestion courantes      | 531 150 €          | 680 058 €          | 591 702 €          | 533 743 €          | 563 488 €          | 565 941 €          | 0,44%                     | 6,55%                     |
| <b>Dont total dépenses de gestion</b>       | <b>4 220 977 €</b> | <b>4 327 644 €</b> | <b>4 244 948 €</b> | <b>4 204 505 €</b> | <b>4 281 513 €</b> | <b>4 114 355 €</b> | <b>-3,90%</b>             | <b>-2,53%</b>             |
| 66 Charges financières                      | 133 829 €          | 138 362 €          | 128 384 €          | 126 163 €          | 117 405 €          | 113 073 €          | -3,69%                    | -15,51%                   |
| 67 Charges exceptionnelles                  | 2 716 €            | 3 361 €            | 1 116 €            | 31 132 €           | 2 841 €            | 4 395 €            | 54,73%                    | 61,83%                    |
| 68 Dotations aux provisions                 |                    |                    |                    |                    |                    | 20 000 €           |                           |                           |
| <b>Opérations d'ordre</b>                   | <b>139 123 €</b>   | <b>158 921 €</b>   | <b>134 753 €</b>   | <b>124 593 €</b>   | <b>302 378 €</b>   | <b>662 110 €</b>   | <b>119%</b>               | <b>376%</b>               |
| 042 Régul comptable suite cessions biens    | 15 530 €           | 31 000 €           |                    |                    | 176 263 €          | 557 366 €          |                           |                           |
| Dotations aux amortissemnt                  | 123 593 €          | 127 921 €          | 134 753 €          | 124 593 €          | 126 115 €          | 104 744 €          |                           |                           |
| <b>Dépenses de fonctionnement – Total</b>   | <b>4 496 644 €</b> | <b>4 628 288 €</b> | <b>4 509 201 €</b> | <b>4 486 393 €</b> | <b>4 704 138 €</b> | <b>4 913 934 €</b> | <b>4,46%</b>              | <b>9,28%</b>              |

#### ■ Les charges à caractère général 2014-2019

Représentent en 2019, 20% du total des dépenses de gestion (contre 22% en 2018)

Les charges à caractère général baissent sur la période de 17.54 % soit – 183 119 €.

- Mise en place des enveloppes budgétaires et des responsables gestionnaires,
- Amélioration des achats (marché achats de fournitures courantes et contrats de maintenance, mutualisation des achats et services).



Chapitre 011  
Charges à caractère général

A jour au 31/12/2019

| Nature des dépenses                                                                                               | CA 2015            | CA 2016          | CA 2017          | CA 2018          | CA 2019          | Structure 2019 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| Eau-Assainissement-Energies-Carburants- Combustibles<br>60611 /60612 /60621/60622                                 | 259 537 €          | 242 998 €        | 182 751 €        | 297 157 €        | 231 355 €        | 26,88%         |
| Alimentation ( Restauration scolaire principalement)<br>60623                                                     | 69 300 €           | 77 169 €         | 75 070 €         | 86 523 €         | 91 681 €         | 10,65%         |
| Fournitures liés aux besoins; Réparation-Entretien-Matériel- Biens mob&imob<br>6068/60624/60628/60631/60632/60633 | 140 846 €          | 133 287 €        | 151 836 €        | 139 141 €        | 119 231 €        | 13,85%         |
| Fournitures autres (Moyens généraux et Média)<br>60636/6064/6065/6182/6184/6251                                   | 46 168 €           | 31 197 €         | 29 429 €         | 30 092 €         | 31 495 €         | 3,66%          |
| Fournitures scolaires et Transports scolaires<br>6067/6247                                                        | 38 914 €           | 36 197 €         | 32 140 €         | 32 605 €         | 33 506 €         | 3,89%          |
| Les prestations de services-Maintenance et entretein Locaux<br>611/6132/6135/614/6156                             | 85 148 €           | 82 183 €         | 114 901 €        | 120 077 €        | 119 771 €        | 13,92%         |
| Entretien terrain-Bâtiment-Voirie-Mobilier<br>61521/61522/61523/61528/61551/61558/6283/6288                       | 119 935 €          | 155 691 €        | 127 805 €        | 53 313 €         | 52 270 €         | 6,07%          |
| Assurances RC-DAB-Flotte auto<br>6161/6168                                                                        | 74 091 €           | 74 442 €         | 32 454 €         | 33 963 €         | 35 918 €         | 4,17%          |
| Actes contentieux-Notaire-Géomètre-Comptable<br>617/6225/6226/6227/6228/6231                                      | 29 080 €           | 29 029 €         | 51 223 €         | 39 055 €         | 13 519 €         | 1,57%          |
| Communication-Publication-FC-Evenements<br>6232/6236/6237/6238/6257/6282                                          | 30 012 €           | 25 257 €         | 34 135 €         | 50 348 €         | 53 899 €         | 6,26%          |
| Frais tél et affranchissement<br>6261/6262                                                                        | 37 738 €           | 38 100 €         | 37 918 €         | 34 204 €         | 33 729 €         | 3,92%          |
| impôt-Taxes + Contributions<br>63512/63513/6355/6358/6281                                                         | 93 855 €           | 34 071 €         | 48 899 €         | 36 808 €         | 44 247 €         | 5,14%          |
| <b>TOTAL CA</b>                                                                                                   | <b>1 024 624 €</b> | <b>959 623 €</b> | <b>918 560 €</b> | <b>953 285 €</b> | <b>860 622 €</b> | <b>100,00%</b> |

## ■ Les charges de personnel 2014-2019

Elles représentent 63% des dépenses de gestion et progressent de 1.73 % sur la période de 2014 à 2019 soit + 45 600 €.

La progression de la charge de personnel sur la période en considérant les atténuations de charges liées au remboursement de l'assurance statutaire, est ramenée à 1.18% sur la période 2014-2019.

|                                     | 2014               | 2015               | 2016               | 2017               | 2018               | 2019               | <i>Evolution<br/>2019/2014</i> |              |
|-------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------------------|--------------|
| Dépenses de personnel               | 2 642 192 €        | 2 622 965 €        | 2 693 623 €        | 2 752 202 €        | 2 764 741 €        | 2 687 793 €        | 45 601 €                       | 1,73%        |
| Atténuation de charges de personnel | 46 701 €           | 46 014 €           | 70 046 €           | 84 573 €           | 106 080 €          | 61 557 €           |                                |              |
| <b>Solde net</b>                    | <b>2 595 491 €</b> | <b>2 576 951 €</b> | <b>2 623 577 €</b> | <b>2 667 629 €</b> | <b>2 658 661 €</b> | <b>2 626 236 €</b> | <b>30 745 €</b>                | <b>1,18%</b> |

La commune a enregistré sur la période 2014- 2019 :

- L'effet du glissement vieillesse technicité, du PPCR – « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » – qui a revalorisé les grilles indiciaires et les perspectives de carrière des catégories A, B et C sur les années 2016 et 2017. Le PPCR a été reporté en 2018 mais a été à nouveau applicable en 2019.
- L'organisation mutualisée de services : ATSEM présentes sur l'ALSH en période de petites vacances, adaptation des emplois du temps selon les besoins de service, remplacement en fonction des besoins hors service enfance (remplacement permanent).

■ Les charges de gestion courante 2014-2019

Elles représentent 13% des dépenses de gestion et progressent de 6.55% sur la période de 2014 à 2019 soit + 34 791 €.

Les charges de gestion courantes recouvrent principalement les indemnités des élus, les subventions versées aux associations et les contributions obligatoires (Sdis, Sdee47 ; chenil départemental...).

000000



## 2 – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT                               |                                                   | CA 2014            | CA 2015            | CA 2016            | CA 2017            | CA 2018            | CA 2019            | Evol<br>CA 2019/<br>CA 2018 | Evol<br>CA 2019/<br>CA 2014 |
|----------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------------------|-----------------------------|
| <b>Opérations réelles</b>                                |                                                   | <b>5 131 860 €</b> | <b>5 095 838 €</b> | <b>4 940 670 €</b> | <b>5 291 305 €</b> | <b>5 196 664 €</b> | <b>5 431 250 €</b> | <b>4,51%</b>                | <b>5,83%</b>                |
| 013                                                      | Atténuations de charges                           | 46 701 €           | 46 014 €           | 70 046 €           | 84 573 €           | 106 080 €          | 61 557 €           | -41,97%                     | 31,81%                      |
| 70                                                       | Produits des services, domaine et ventes diverses | 570 764 €          | 543 453 €          | 234 978 €          | 242 083 €          | 246 497 €          | 268 360 €          | 8,87%                       | -52,98%                     |
| 73                                                       | Impôts et taxes                                   | 2 651 348 €        | 2 598 934 €        | 2 630 818 €        | 2 702 779 €        | 2 726 737 €        | 2 819 467 €        | 3,40%                       | 6,34%                       |
| 74                                                       | Dotations, subventions et participations          | 1 664 299 €        | 1 636 446 €        | 1 790 280 €        | 1 847 791 €        | 1 789 195 €        | 1 862 496 €        | 4,10%                       | 11,91%                      |
| 75                                                       | Autres produits de gestion courante               | 159 449 €          | 159 889 €          | 159 801 €          | 160 420 €          | 166 260 €          | 131 685 €          | -20,80%                     | -17,41%                     |
| <b>Dont total recettes de gestion</b>                    |                                                   | <b>5 092 561 €</b> | <b>4 984 735 €</b> | <b>4 885 923 €</b> | <b>5 037 645 €</b> | <b>5 034 768 €</b> | <b>5 143 564 €</b> | <b>2,16%</b>                | <b>1,00%</b>                |
| 76                                                       | Produits financiers                               | 25 €               | 8 €                | 8 €                | 7 €                | 7 €                | 7 €                |                             |                             |
| 77                                                       | Produits exceptionnels (dont ventes immob.)       | 39 275 €           | 111 094 €          | 54 740 €           | 253 653 €          | 161 889 €          | 287 679 €          |                             |                             |
| <b>Opérations d'ordre</b>                                |                                                   | <b>30 €</b>        | <b>9 500 €</b>     | <b>46 717 €</b>    | <b>45 008 €</b>    | <b>61 001 €</b>    | <b>342 790 €</b>   |                             |                             |
| 042                                                      | Régul comptable suite cessions biens              | 30 €               | 9 500 €            | 46 717 €           |                    |                    | 280 965 €          |                             |                             |
|                                                          | Travaux en régie                                  |                    |                    |                    | 45 008 €           | 61 001 €           | 46 641 €           |                             |                             |
|                                                          | reprise sur provision                             |                    |                    |                    |                    |                    | 15 184 €           |                             |                             |
| <b>Recettes de fonctionnement avant résultat reporté</b> |                                                   | <b>5 131 890 €</b> | <b>5 105 338 €</b> | <b>4 987 387 €</b> | <b>5 336 312 €</b> | <b>5 257 665 €</b> | <b>5 774 040 €</b> | <b>9,82%</b>                | <b>12,51%</b>               |
| R 002 Excédent de fonctionnement reporté N-1             |                                                   | -                  | 408 706            | 863 544            | 689 835            | 819 008            | 715 646            |                             |                             |
| <b>TOTAL recettes de fonctionnement</b>                  |                                                   | <b>5 131 890</b>   | <b>5 514 044</b>   | <b>5 850 931</b>   | <b>6 026 148</b>   | <b>6 076 673</b>   | <b>6 489 686</b>   | <b>6,80%</b>                | <b>26,46%</b>               |

Grâce aux produits exceptionnels (Contentieux crèche, vente de deux logements et de pôle emploi), les recettes réelles progressent de presque 6%.

Les recettes de gestion stagnent sur la période 2014-2019 : +1%

### ■ Les produits du Domaine 2014-2019

Ce poste représente 5% de nos recettes.

*Pour mémoire : en 2016 arrêt de la refacturation auprès du budget annexe de la crèche, des frais de personnel considérant l'intégration de ce budget dans le budget principal (refacturation de la crèche qui représentait en 2015, 352 k€ –*

Après retraitement des données afin de neutraliser l'intégration du budget annexe crèche dans le budget principal, on enregistre une progression sur ce chapitre. La facturation des services restauration scolaire, accueil périscolaire et ALSH auprès des familles compose 82% de ces recettes.

Les recettes liées aux redevances de ces services ont augmenté sous le double effet de la hausse de fréquentation et de la hausse cumulée des tarifs sur la période 2014-2019.

Ce poste représente 52% des RRF°

Le chapitre 73, impôts et taxes progresse sur la période 2014-2019 de 6.34 %, +168 119 €.

90% des recettes de ce chapitre correspondent aux 4 taxes fiscales que sont la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties, la taxe foncière sur les propriétés non bâties, la Cotisation foncière des entreprises.

Le produit fiscal brut (Hors allocations compensatrices et rôles supplémentaires) progresse de 12% + 260 882 €. L'évolution de la fiscalité des « 4 taxes » est uniquement imputable à l'évolution des bases, les taux étant inchangés depuis 2014.

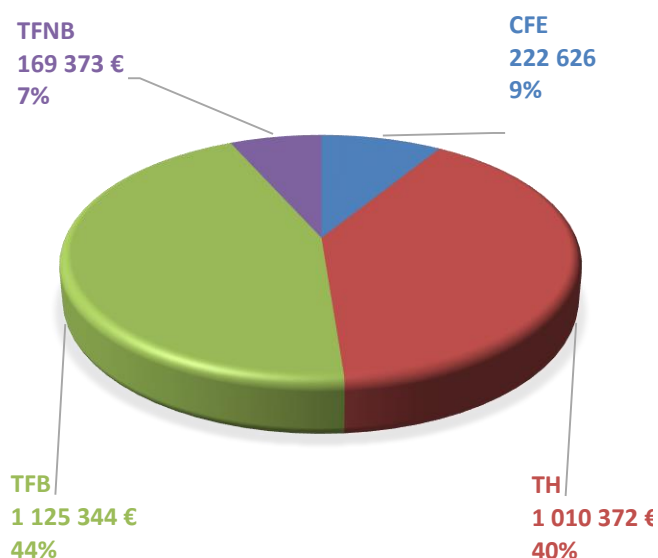
| Evolution des bases 2019/2014      |          |          |           |                  |
|------------------------------------|----------|----------|-----------|------------------|
|                                    | CFE      | TH       | TFB       | TFNB             |
| BASES                              | 16%      | 10%      | 14%       | 3%               |
| PRODUIT Suupplémentaires (Hors RS) | 30 993 € | 89 196 € | 135 434 € | 5 260 €          |
|                                    |          |          |           | <b>260 882 €</b> |

La progression du produit fiscal - tout confondu - est moindre car en 2014, la commune a bénéficié d'un rôle supplémentaire conséquent : 134 952 €, cela ne s'est jamais reproduit sur la période 2015-2019.

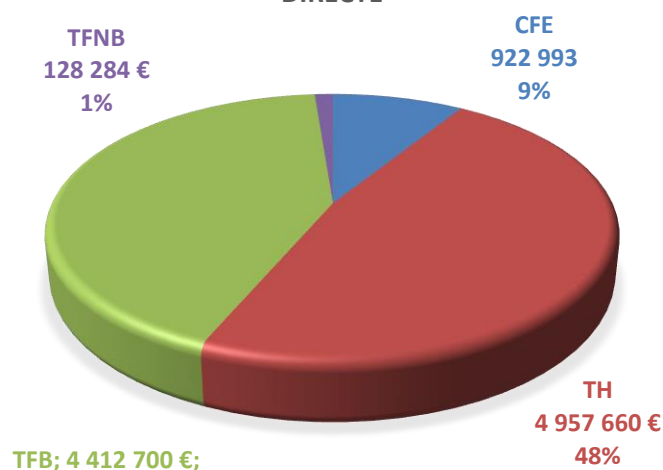
Les autres recettes fiscales progressent +15% +24056 € sur la période 2014-2019 :

|               | 2015             | 2016             | 2017             | 2018             | 2019             | 2019/2014  |
|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------|
| <b>CVAE</b>   | 87 117 €         | 98 445 €         | 87 499 €         | 96 269 €         | 92 805 €         | 7%         |
| <b>GIR</b>    | 15 120 €         | 15 118 €         | 15 118 €         | 15 102 €         | 15 114 €         | 0%         |
| <b>IFER</b>   | 18 102 €         | 13 323 €         | 15 590 €         | 13 423 €         | 22 307 €         | 23%        |
| <b>TASCOM</b> | 42 760 €         | 42 151 €         | 44 010 €         | 44 226 €         | 56 929 €         | 33%        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>163 099 €</b> | <b>169 037 €</b> | <b>162 217 €</b> | <b>169 020 €</b> | <b>187 155 €</b> | <b>15%</b> |

STRUCTURE 2019 DES PRODUIT BRUTS DE LA FISCALITÉ DIRECTE



STRUCTURE 2019 DES BASES DE LA FISCALITÉ DIRECTE





■ Les subventions et dotations (Etats et autres organismes)

Ce poste représente 35.6 % de nos recettes.

Les subventions, dotations et participations ont progressé de 12% ; +198 197 € sur la période 2014-2019. Cette progression ne reflète pas les distorsions dans l'évolution des recettes de ce chapitre.

Structure des recettes de ce chapitre en 2019 :

- DGF : 65%
- Prestations CAF et MSA : 20%
- Fonds de concours Communauté : 3%
- Compensations fiscales : 12%

En 2016, introduction dans ce chapitre de recettes nouvelles liées aux prestations de service de la CAF et de la MSA jusque-là intégrées dans le budget annexe de la crèche. Si on neutralise l'intégration du budget annexe crèche dans le budget principal, le **chapitre 74 enregistre une baisse de 6% ; - 103 k€.**

En effet :

- Baisse de la dotation forfaitaire : - 223 838 k€ sur la période 2014-2019, principale dotation de l'Etat. La baisse de la dotation forfaitaire a été amortie par une hausse conséquente de la dotation de solidarité rurale : + 205 384 € entre 2014 et 2019.
- Baisse des fonds de concours versé par la Communauté de Communes : - 40 k€
- Fin des contrats aidés 20 K€ en moyenne annuelle sur la période 2014-2018.
- Les compensations fiscales : 12% - elles sont stables sur la période 2014-2019 : 214 000 € / an (en moyenne)

La hausse de ce chapitre s'explique donc par l'introduction en 2016 des prestations de services CAF et MSA de la crèche, recettes jusque-là encaissées sur le budget annexe crèche. Ces recettes enregistrent une progression en lien avec la fréquentation des services et notamment avec :

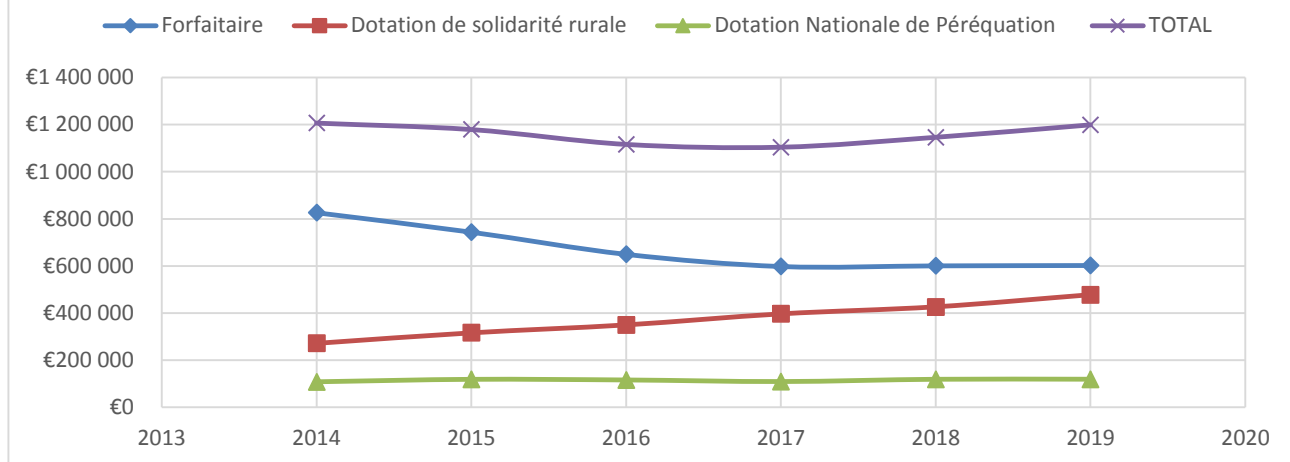
- L'accueil périscolaire,
- Les TAP (fonds d'amorçage environ 40 000 € /an depuis 2015),
- L'ALSH (hausse de fréquentation en 2018-2019)
- Autres activités jeunesse (Chantier jeune, Activ ados, ...)

DGF 2014 -2019 :

| ANNEES | Forfaitaire | Dotation de solidarité rurale | Dotation Nationale de Péréquation | TOTAL       | Variation annuelle en valeur |
|--------|-------------|-------------------------------|-----------------------------------|-------------|------------------------------|
| 2014   | 826 418 €   | 272 295 €                     | 108 049 €                         | 1 206 762 € |                              |
| 2015   | 743 909 €   | 316 704 €                     | 118 655 €                         | 1 179 268 € | -27 494 €                    |
| 2016   | 649 912 €   | 350 205 €                     | 115 964 €                         | 1 116 081 € | -63 187 €                    |
| 2017   | 598 256 €   | 396 837 €                     | 109 080 €                         | 1 104 173 € | -11 908 €                    |
| 2018   | 601 079 €   | 426 510 €                     | 118 875 €                         | 1 146 464 € | 42 291 €                     |
| 2019   | 602 580 €   | 477 679 €                     | 119 116 €                         | 1 199 375 € | 52 911 €                     |
|        |             |                               |                                   |             | <b>-7 387 €</b>              |

|           |                   |           |          |                 |
|-----------|-------------------|-----------|----------|-----------------|
| 2019/2014 | <b>-223 838 €</b> | 205 384 € | 11 067 € | <b>-7 387 €</b> |
|-----------|-------------------|-----------|----------|-----------------|

## EVOLUTION DGF 2014 -2019



### Autres produits de gestion courante 2014-2019

Ce poste représente 2 % de nos recettes de gestion

Il s'agit des recettes liées à la location de nos biens et de la refacturation des charges auprès de nos locataires notamment Pôle emploi et Solincité de 2017 à 2019.

Elles baissent sur la période de 17,4% compte tenu de la vente de deux biens immobiliers productifs de revenus.

### Produits exceptionnels

Ces recettes très variables d'une année à l'autre enregistrent principalement les ventes de biens communaux et le remboursement de sinistres.

- En 2018 : vente logement perception 95 000 € et maison 41 790 €
- En 2019 : vente pôle emploi 270 000 €

## 3 - L'ENDETTEMENT & LES RESULTATS COMPTABLES ET FINANCIERS

Tableau de la dette

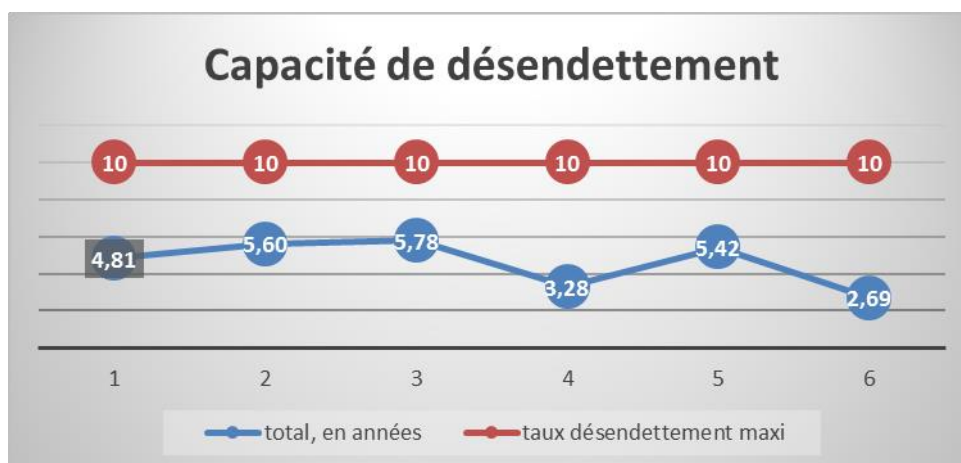
### 1- Evolution de la dette 2014-2019

| Année        | Capital de départ | Capital            | Intérêts         | Total versement    | Capital restant | Diminution de la dette 2014/2019 |
|--------------|-------------------|--------------------|------------------|--------------------|-----------------|----------------------------------|
| 2014         | 3 432 262 €       | 207 242 €          | 140 068 €        | 347 310 €          | 3 279 912 €     |                                  |
| 2015         | 3 279 912 €       | 216 633 €          | 142 740 €        | 359 373 €          | 3 497 739 €     |                                  |
| 2016         | 3 497 739 €       | 234 168 €          | 141 699 €        | 375 867 €          | 3 263 571 €     |                                  |
| 2017         | 3 263 571 €       | 220 511 €          | 131 875 €        | 352 386 €          | 3 043 060 €     |                                  |
| 2018         | 3 043 060 €       | 220 536 €          | 122 183 €        | 342 719 €          | 3 422 524 €     |                                  |
| 2019         | 3 422 524 €       | 260 838 €          | 119 435 €        | 380 273 €          | 3 161 686 €     | - 270 576 € -8%                  |
| 2020         | 3 161 686 €       | 274 971 €          | 107 740 €        | 382 711 €          | 2 886 715 €     |                                  |
| <b>Total</b> |                   | <b>1 634 898 €</b> | <b>905 739 €</b> | <b>2 540 638 €</b> |                 |                                  |



| ÉVOLUTION DE LA DETTE                           | Au 31.12.2014    | Au 31.12.2015    | Au 31.12.2016    | Au 31.12.2017    | Au 31.12.2018    | Au 31.12.2019    |
|-------------------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>Montant total dette en capital</b>           |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| CRD au 31.12 de N – 1                           | 3 432 262        | 3 725 020        | 3 508 387        | 3 274 219        | 3 053 708        | 3 433 172        |
| - Rembt annuité en capital                      | 207 242          | 216 633          | 234 168          | 220 511          | 220 536          | 260 838          |
| + Emprunts nouveaux                             | 500 000          |                  | 0                | 0                | 600 000          |                  |
| <i>total</i>                                    | <b>3 725 020</b> | <b>3 508 387</b> | <b>3 274 219</b> | <b>3 053 708</b> | <b>3 433 172</b> | <b>3 172 334</b> |
| CRD - Capital amortissement réel                |                  | 3 497 739        | 3 263 571        | 3 043 060        | 3 422 524        | 3 161 686        |
| évol/ N-1                                       | -69 698          | -216 633         | -234 168         | -220 511         | 379 464          | -260 838         |
|                                                 | -2%              | -6%              | -7%              | -7%              | 11%              | -8%              |
| <b>Capacité de désendettement (maxi 10 ans)</b> |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| CRD au 31.12 de N                               | 3 725 020        | 3 508 387        | 3 274 219        | 3 053 708        | 3 433 172        | 3 172 334        |
| Epargne Brute de N                              | 774 339          | 626 470          | 566 222          | 930 036          | 633 009          | 1 179 425        |
| <i>total, en années</i>                         | <b>4,81</b>      | <b>5,60</b>      | <b>5,78</b>      | <b>3,28</b>      | <b>5,42</b>      | <b>2,69</b>      |
| taux désendettement maxi                        | 10               | 10               | 10               | 10               | 10               | 10               |
| <b>Dettes en euros/ hab</b>                     |                  |                  |                  |                  |                  |                  |
| Dettes en € / hab                               | 823              | 774              | 732              | 680              | 762              | 701              |
| évol/ N-1                                       | 72               | -49              | -52              | -52              | 82               | -61              |
|                                                 | 10%              | -6%              | -7%              | -7%              | 12%              | -8%              |

■ 2 - Evolution de la capacité de désendettement 2014-2019

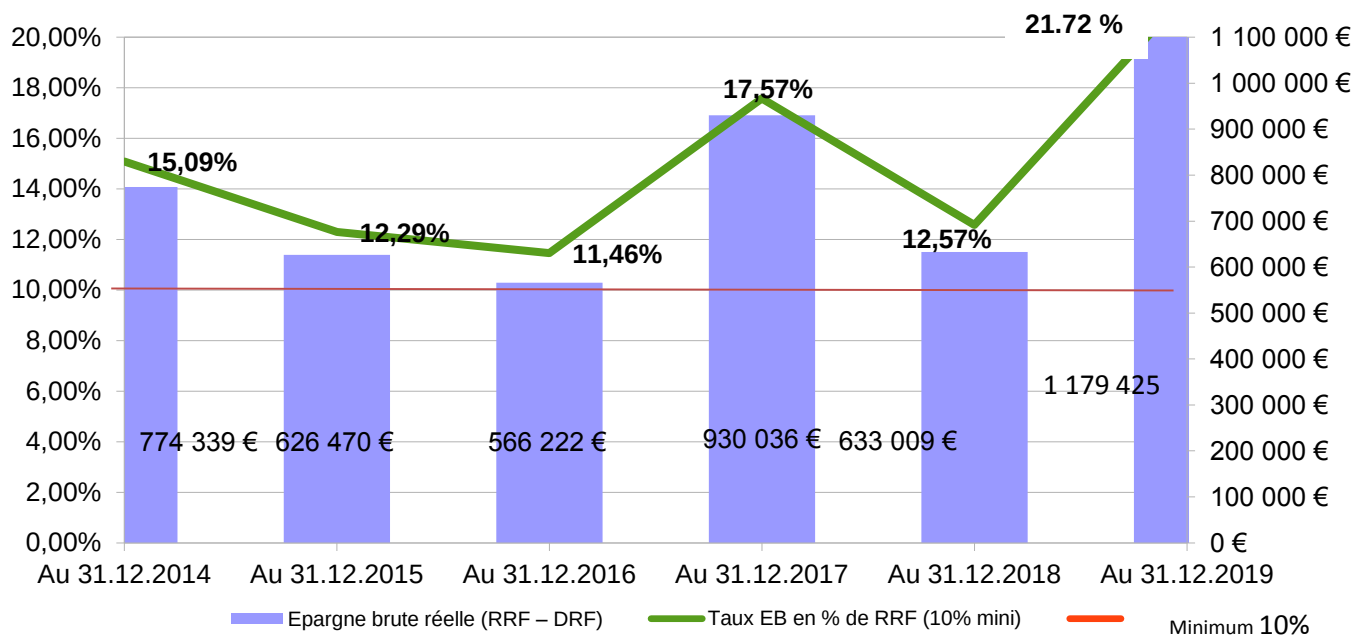


■ 3 - Evolution à venir de la dette  
600 000 € consolidés en 2020 – 1ère échéance en 2021

| Année        | Capital de départ | Capital            | Intérêts           | Total versement    | Capital restant |
|--------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
| 2019         | 3 422 524 €       | 260 838 €          | 119 435 €          | 380 273 €          | 3 161 686 €     |
| 2020         | 3 161 686 €       | 274 971 €          | 107 740 €          | 382 711 €          | 3 486 715 €     |
| 2021         | 3 486 715 €       | 273 002 €          | 103 124 €          | 376 126 €          | 3 213 713 €     |
| 2022         | 3 213 713 €       | 228 489 €          | 93 556 €           | 322 045 €          | 2 985 224 €     |
| 2023         | 2 985 224 €       | 196 218 €          | 85 642 €           | 281 860 €          | 2 789 006 €     |
| 2024         | 2 789 006 €       | 186 440 €          | 79 524 €           | 265 964 €          | 2 602 565 €     |
| 2025         | 2 602 565 €       | 192 231 €          | 73 435 €           | 265 666 €          | 2 410 334 €     |
| 2026         | 2 410 334 €       | 198 284 €          | 67 221 €           | 265 505 €          | 2 212 050 €     |
| 2027         | 2 212 050 €       | 204 172 €          | 60 737 €           | 264 908 €          | 2 007 878 €     |
| 2028         | 2 007 878 €       | 163 969 €          | 54 251 €           | 218 221 €          | 1 843 909 €     |
| 2029         | 1 843 909 €       | 158 819 €          | 49 874 €           | 208 693 €          | 1 685 090 €     |
| 2030         | 1 685 090 €       | 162 990 €          | 45 554 €           | 208 544 €          | 1 522 100 €     |
| 2031         | 1 522 100 €       | 167 335 €          | 41 067 €           | 208 402 €          | 1 354 765 €     |
| 2032         | 1 354 765 €       | 171 862 €          | 36 466 €           | 208 328 €          | 1 182 903 €     |
| 2033         | 1 182 903 €       | 176 578 €          | 31 565 €           | 208 142 €          | 1 006 326 €     |
| 2034         | 1 006 326 €       | 181 493 €          | 26 532 €           | 208 025 €          | 824 833 €       |
| 2035         | 824 833 €         | 186 616 €          | 21 300 €           | 207 916 €          | 638 217 €       |
| 2036         | 638 217 €         | 183 331 €          | 15 886 €           | 199 218 €          | 454 885 €       |
| 2037         | 454 885 €         | 188 551 €          | 10 553 €           | 199 103 €          | 266 335 €       |
| 2038         | 266 335 €         | 173 364 €          | 5 031 €            | 178 395 €          | 92 971 €        |
| 2039         | 92 971 €          | 60 110 €           | 1 135 €            | 61 246 €           | 32 860 €        |
| <b>Total</b> |                   | <b>3 989 664 €</b> | <b>1 129 627 €</b> | <b>5 119 291 €</b> |                 |



## EVOLUTION DE L'ÉPARGNE BRUTE 2014-2019



■ 4- Résultats financiers

## AR PREFECTURE

047-21470049-20200728-2020\_051-DE

Reçu le 29/07/2020

| Dépenses Recettes       |                  |                  | Epargne brute (réel de l'exercice). Mini : 10%                                                   | Résultat de l'exercice (réel + ordre) | Résultat global (réel + ordre + reports) | Capacité de désendettement (en années). Maxi : 10 années                      |
|-------------------------|------------------|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| <b>CA 2019</b>          |                  |                  |                                                                                                  |                                       |                                          | CRD au 31.12 de N désend.<br>3 161 686 <b>2,68</b>                            |
| Fct réel de l'ex        | 4 251 825        | 5 431 250        | 1 179 425 <b>21,72%</b>                                                                          | 860 106                               |                                          |                                                                               |
| Fct total de l'exercice | 4 913 934        | 5 774 040        |                                                                                                  |                                       | <b>860 106</b>                           |                                                                               |
| Fct total avec reports  | 4 913 934        | 5 774 040        |                                                                                                  |                                       | <u>6 043</u>                             |                                                                               |
| Mt sans RAR             | <u>3 539 361</u> | <u>3 545 404</u> |                                                                                                  |                                       | 866 149                                  |                                                                               |
| Total                   | 8 453 295        | 9 319 444        |                                                                                                  |                                       |                                          |                                                                               |
| Dépenses Recettes       |                  |                  | Epargne brute (réel de l'exercice). Mini : 10%                                                   | Résultat de l'exercice (réel + ordre) | Résultat global (réel + ordre + reports) | Capacité de désendettement (en années). Maxi : 10 années                      |
| <b>CA 2018</b>          |                  |                  |                                                                                                  |                                       |                                          | CRD au 31.12 de N désend.<br>3 389 088 <b>5,35</b>                            |
| Fct réel de l'ex        | 4 401 759        | 5 034 768        | 633 009 <b>12,57%</b>                                                                            | 553 527                               |                                          |                                                                               |
| Fct total de l'exercice | 4 704 138        | 5 257 665        |                                                                                                  |                                       | <b>553 527</b>                           |                                                                               |
| Fct total avec reports  | 4 704 138        | 5 257 665        |                                                                                                  |                                       | <u>-57 445</u>                           |                                                                               |
| Mt sans RAR             | <u>2 421 296</u> | <u>2 363 851</u> |                                                                                                  |                                       | 496 082                                  |                                                                               |
| Total                   | 7 125 434        | 7 621 516        |                                                                                                  |                                       |                                          |                                                                               |
| Dépenses Recettes       |                  |                  | Epargne brute (réel de l'exercice). Mini : 10%                                                   | Résultat de l'exercice (réel + ordre) | Résultat global (réel + ordre + reports) | Capacité de désendettement (en années). Maxi : 10 années                      |
| <b>CA 2017</b>          |                  |                  |                                                                                                  |                                       |                                          | CRD au 31.12 de N désend.<br>3 054 524 <b>3,28</b>                            |
| Fct réel de l'ex        | 4 361 800        | 5 291 836        | 930 036 <b>17,57%</b>                                                                            | 850 450                               |                                          |                                                                               |
| Fct total de l'exercice | 4 486 393        | 5 336 843        | 650 636 <b>12,30%</b>                                                                            |                                       |                                          |                                                                               |
| Fct total avec reports  | 4 486 393        | 5 336 843        | A noter Epargne brute hors produit exceptionnel Crèche: 650 036 € Epargne brute ramenée à 12,10% |                                       | <b>850 450</b>                           | A noter Capacité de désendettement hors produit exceptionnel Crèche: 4,42 ans |
| Mt sans RAR             | <u>1 475 829</u> | <u>927 350</u>   |                                                                                                  |                                       | <u>-548 480</u>                          |                                                                               |
| Total                   | 5 962 222        | 6 264 193        |                                                                                                  |                                       | 301 970                                  |                                                                               |
| <b>CA 2016</b>          |                  |                  |                                                                                                  |                                       |                                          | CRD au 31.12 de N désend.<br>3 228 462 <b>5,70</b>                            |
| Fct réel de l'ex        | 4 374 448        | 4 940 670        | 566 222 <b>11,46%</b>                                                                            | 478 186                               |                                          |                                                                               |
| Fct total de l'exercice | 4 509 201        | 4 987 387        |                                                                                                  |                                       | <b>478 186</b>                           |                                                                               |
| Fct total avec reports  | 4 509 201        | 4 987 387        |                                                                                                  |                                       | <u>-387 582</u>                          |                                                                               |
| Mt                      | <u>1 175 694</u> | <u>788 112</u>   |                                                                                                  |                                       | 90 604                                   |                                                                               |
| Total                   | 5 684 895        | 5 775 499        |                                                                                                  |                                       |                                          |                                                                               |
| Dépenses Recettes       |                  |                  | Epargne brute (réel de l'exercice). Mini : 10%                                                   | Résultat de l'exercice (réel + ordre) | Résultat global (réel + ordre + reports) | Capacité de désendettement (en années). Maxi : 10 années                      |
| <b>CA 2015</b>          |                  |                  |                                                                                                  |                                       |                                          | CRD au 31.12 de N désend.<br>3 508 387 <b>5,60</b>                            |
| Fct réel de l'ex        | 4 469 367        | 5 095 838        | 626 470 <b>12,29%</b>                                                                            | 477 050                               |                                          |                                                                               |
| Fct total de l'exercice | 4 628 288        | 5 105 338        |                                                                                                  |                                       | <b>885 756</b>                           |                                                                               |
| Fct total avec reports  | 4 628 288        | 5 514 044        |                                                                                                  |                                       | <u>424 016</u>                           |                                                                               |
| Mt sans RAR             | <u>462 059</u>   | <u>886 075</u>   |                                                                                                  |                                       | 1 309 771                                |                                                                               |
| Total                   | 5 090 348        | 6 400 119        |                                                                                                  |                                       |                                          |                                                                               |
| <b>CA 2014</b>          |                  |                  |                                                                                                  |                                       |                                          | CRD au 31.12 de N désend.<br>3 725 020 <b>4,81</b>                            |
| Fct réel de l'ex        | 4 357 521        | 5 131 860        | 774 339 <b>15,09%</b>                                                                            | 635 246                               |                                          |                                                                               |
| Fct total de l'exercice | 4 496 644        | 5 131 890        |                                                                                                  |                                       | <b>635 246</b>                           |                                                                               |
| Fct total avec reports  | 4 496 644        | 5 131 890        |                                                                                                  |                                       | <u>353 083</u>                           |                                                                               |
| Mt sans RAR             | <u>960 541</u>   | <u>1 313 623</u> |                                                                                                  |                                       | 988 329                                  |                                                                               |
| Total                   | 5 457 184        | 6 445 513        |                                                                                                  |                                       |                                          |                                                                               |

## SANS RAR

|                   | Résultat clôture de<br>l'exercice précédent<br>2018 | Part affectée<br>à l'investissement | Solde par rapport<br>à l'exécution 2019 | Résultat global<br>de clôture<br>(N-1 + N) |
|-------------------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------|
| Investissement    | -461 717,64 €                                       |                                     | 6 043,52 €                              | -455 674,12 €                              |
| Fonctionnement    | 1 588 750,39 €                                      | -873 104,74 €                       | 860 106,64 €                            | 1 575 752,29 €                             |
| <b>TOTAL.....</b> | <b>1 127 032,75 €</b>                               | <b>-873 104,74 €</b>                | <b>866 150,16 €</b>                     | <b>1 120 078,17 €</b>                      |

A noter :

Les résultats de clôture 2018 sont corrigés de la reprise des Eau & Assainissement  
Sans lesquels le résultat global de clôture serait le suivant :

|                   | Résultat clôture de<br>l'exercice précédent<br>2018 | Part affectée<br>à<br>l'investissem<br>ent | Solde par<br>rapport<br>à l'exécution<br>2019 | Résultat global<br>de clôture<br>(N-1 + N) |
|-------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------------------------------|
| Investissement    | -993 506,74 €                                       |                                            | 6 043,52 €                                    | -987 463,22 €                              |
| Fonctionnement    | 1 372 535,12 €                                      | -873 104,74 €                              | 860 106,64 €                                  | 1 359 537,02 €                             |
| <b>TOTAL.....</b> | <b>379 028,38 €</b>                                 | <b>-873 104,74 €</b>                       | <b>866 150,16 €</b>                           | <b>372 073,80 €</b>                        |



## LES ORIENTATIONS 2020

Le budget 2020 présenté a été préparé en amont de la crise sanitaire. Aussi, ce budget reflète les prévisions budgétaires en lien avec une activité habituelle des services exception faite du pôle enfance & jeunesse fortement impacté par l'arrêt des services. Par exemple, baisse des crédits de la restauration scolaire tant en dépenses qu'en recettes. L'enveloppe budgétaire « prévention » a également été modifiée à la hausse afin de prendre en compte toutes les dépenses liées à la protection des agents et de la population contre le covid-19.

### 1 - LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

#### ■ Les charges à caractère général 2020

Les objectifs de maîtrise des dépenses restent une priorité.

La gestion par enveloppe budgétaire se poursuit et s'affine, les achats sont mutualisés au sein des services autant que possible, les besoins mieux recensés et mis en concurrence.

La connaissance fine de notre budget des charges générales facilite l'exécution budgétaire au plus près de nos réels besoins tout au long de l'exercice budgétaire et l'identification des marges de manœuvre au fil de l'eau.

*La baisse enregistrée sur la période 2014-2019 va toutefois se tasser. Il faudra poursuivre une politique rigoureuse en matière de dépenses tout en s'adaptant à l'évolution de notre environnement pour améliorer et moderniser le service rendu à la population notamment si l'accueil de France Services est confirmé.*

Cela comprend les dépenses suivantes :

- Les fluides (Eau/Energies/carburants/combustibles) pour 23%
- Les fournitures nécessaires au fonctionnement des services, réparations et entretiens des bâtiments, de la voirie, espaces verts... pour 20%
- Les prestations de services (Maintenance et travaux confiées aux entreprises pour l'entretien et la réparation des biens mobiliers/immobiliers/voirie) pour 20%
- Les assurances et contributions obligatoires (dont impôt) pour 8%
- Les services extérieurs (publication /communication/honoraires) pour 13%
- Les autres fournitures nécessaires au fonctionnement des services généraux / enfance & jeunesse :16%

Ce chapitre comprend pour la quatrième année consécutive des achats de matériels destinés aux travaux d'agenda d'accessibilité programmés sur 6 ans (2017 -2022) réalisés en régie.

#### ■ Les charges de personnel 2020

Malgré la progression induite par le PPCR et le GVT, il sera proposé un budget prévisionnel quasi-équivalent à celui de 2019 soit 2 816 k€.

#### ■ Les charges de gestion courante 2020

Ce chapitre enregistrera une hausse liée notamment à l'accroissement des subventions versées, des admissions en non-valeur, des créances irrécouvrables, des contributions aux organismes de regroupement.

## 2 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de gestion courante pour la section de fonctionnement sont stables de BP à BP.

### ■ Les recettes fiscales 2020

Le budget 2020 étant adopté tardivement cette année, nous avons connaissance des bases fiscales et du produit attendu considérant les taux des taxes foncières inchangés. Le produit total hors compensation progresse de 0.5%.

Ce produit fiscal est composé à 40% des recettes de la taxe d'habitation (TH), pour laquelle une réforme de l'Etat a été engagée depuis 2017.

Avec la suppression de la TH, les communes ne votent plus le taux pour cette taxe en 2020.

La TH sera supprimée en 2023 pour l'ensemble des ménages. En 2021, la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties des départements est transférée aux communes. La Loi de finances 2020 prévoit dans le cadre de la suppression de la TH, un transfert de la part de la TFPB des départements aux communes. Pour les communes, la loi de finances 2020 prévoit l'instauration d'un coefficient correcteur pour éviter que ce transfert génère des communes gagnantes et des communes perdantes. Ce coefficient sera supérieur à 1 en cas de sous-compensation et inférieur à 1 en cas de surcompensation. Les recettes ainsi obtenues en remplacement de la TH évolueront de manière dynamique au rythme où évolue l'assiette foncière locale. Le montant de la compensation sera établi sur les taux adoptés pour 2017 et sur les bases fiscales 2020. La valeur définitive du coefficient correcteur sera calculée début 2021.

#### La taxe d'habitation en 2020

##### • Gel du taux 2020 à sa valeur 2019

Pour la taxe d'habitation, la loi de finances pour 2020 impose le gel du taux de TH à sa valeur 2019. L'obligation de vote du taux de la TH n'est plus mentionnée par les textes : l'article 1636 B sexies du Code général des impôts (CGI) indique que « les conseils municipaux et les instances délibérantes des organismes de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre votent chaque année les taux des taxes foncières et de la cotisation foncière des entreprises. »

Les montants d'abattements appliqués en 2020 sont égaux à ceux de 2019.

La majorité municipale poursuit ses choix de maintenir des taux de la fiscalité directe stable.

|                                             | 2014    | 2015    | 2016    | 2017    | 2018    | 2019    | 2020    |
|---------------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| <i>Taxe d'Habitation<br/>(Pour mémoire)</i> | 20,38%  | 20,38%  | 20,38%  | 20,38%  | 20,38%  | 20,38%  | 20,38%  |
| Taxe Foncière Bâti                          | 25,50%  | 25,50%  | 25,50%  | 25,50%  | 25,50%  | 25,50%  | 25,50%  |
| Taxe Foncière Non Bâti                      | 132,03% | 132,03% | 132,03% | 132,03% | 132,03% | 132,03% | 132,03% |
| CFE                                         | 24,12%  | 24,12%  | 24,12%  | 24,12%  | 24,12%  | 24,12%  | 24,12%  |

### ■ Les produits du Domaine 2020

Ces recettes progressent peu habituellement. Composées à 83% des produits des services de l'enfance et jeunesse refacturés aux familles, il faut cette année envisager une perte conséquente de ces produits, considérant l'arrêt de nos services tels que la restauration scolaire, l'accueil périscolaire... pendant le confinement suivi d'une reprise partielle.

### ■ Autres produits de gestion courante 2020

La majorité de ces recettes provient de la location de nos biens. En 2020, ce chapitre enregistre une baisse (cession de pôle emploi en 2019).

### ■ Les subventions et dotations (Etats et autres organismes)

Compte tenu du vote tardif du budget cette année, nous avons connaissance des montants DGF 2020 tel qu'indiquées dans le tableau ci-dessous :

| ANNEES      | Forfaitaire      | Dotation de solidarité rurale | Dotation Nationale de Péréquation | TOTAL              | Variation annuelle en valeur |
|-------------|------------------|-------------------------------|-----------------------------------|--------------------|------------------------------|
| 2014        | 826 418 €        | 272 295 €                     | 108 049 €                         | 1 206 762 €        |                              |
| 2015        | 743 909 €        | 316 704 €                     | 118 655 €                         | 1 179 268 €        | -27 494 €                    |
| 2016        | 649 912 €        | 350 205 €                     | 115 964 €                         | 1 116 081 €        | -63 187 €                    |
| 2017        | 598 256 €        | 396 837 €                     | 109 080 €                         | 1 104 173 €        | -11 908 €                    |
| 2018        | 601 079 €        | 426 510 €                     | 118 875 €                         | 1 146 464 €        | +42 291 €                    |
| 2019        | 602 580 €        | 477 679 €                     | 119 116 €                         | 1 199 375 €        | +52 911 €                    |
| <b>2020</b> | <b>604 611 €</b> | <b>553 163 €</b>              | <b>119 164 €</b>                  | <b>1 276 938 €</b> | <b>+77 563 €</b>             |

La DGF est une composante majeure de ce chapitre de recettes : 73% ; le reste des recettes provenant essentiellement de la fiscalité compensée reste stable.

## 3 - DEPENSES INVESTISSEMENT

Les dépenses nouvelles d'investissement s'établiront à hauteur de 3 millions d'euros.

### ■ 80% des dépenses recouvrent :

- La réhabilitation extérieure des pavillons,
- L'aménagement intérieur de la Comédie,
- L'aménagement intérieur du pavillon nord,
- Les travaux des espaces publics du centre-ville

Les autorisations de programme / crédits de paiements seront actualisés comme suit :



## Aménagement des espaces publics du centre ville

VILLE  
D'AIGUILLEON

| N° AP                   | Libellé                                          | Montant TTC de l'AP<br>DEPENSES | Montant des Crédits de paiements |             |           |          |           |
|-------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|-------------|-----------|----------|-----------|
|                         |                                                  |                                 | 2017                             | 2018        | 2019      | 2020     | 2021      |
| 2016- 01 (opération 56) | Aménagements des espaces publics du centre ville | 3 390 279 €                     | 347 749 €                        | 1 495 196 € | 693 311 € | 80 023 € | 774 000 € |
|                         | Place du 14 juillet                              |                                 | 347 749 €                        | 879 287 €   | 164 319 € |          |           |
|                         | Place Espiau                                     |                                 | 0 €                              | 172 861 €   | 19 397 €  | 30 621 € | 420 000 € |
|                         | Place Clemenceau / MaM                           |                                 | 0 €                              | 96 115 €    | 397 043 € | 49 402 € | 40 000 €  |
|                         | Rue Thiers 1ère partie                           |                                 | 0 €                              | 346 933 €   | 111 731 € |          | 4 000 €   |
|                         | Rue Hoche                                        |                                 | 0 €                              | 0 €         | 821 €     |          | 310 000 € |

A noter: la répartition par site est donnée à titre indicatif, le montant voté en AP/CP porte sur le total.

## - POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2016-01

| Dépenses                    | RECETTES              | 2017             | 2018               | 2019             | 2020            | 2021             | Total              |
|-----------------------------|-----------------------|------------------|--------------------|------------------|-----------------|------------------|--------------------|
|                             |                       |                  |                    |                  |                 |                  |                    |
| Travaux et maîtrise d'œuvre | 3 390 279 €           |                  |                    |                  |                 |                  |                    |
|                             | FSIPL                 | 90 709 €         | 305 232 €          | 538 787 €        | 0 €             | 292 702 €        | 1 227 431 €        |
|                             | DETR                  | - €              | 154 544 €          | 217 885 €        | 21 150 €        | 147 624 €        | 541 203 €          |
|                             | Conseil Départemental | - €              | 88 660 €           | 126 000 €        | - €             |                  | 214 660 €          |
|                             | FCTVA - prêt relais   | 57 045 €         | 245 272 €          | 113 731 €        | 13 127 €        | 126 967 €        | 556 141 €          |
|                             | Autofinancement       | 199 995 €        | 701 488 €          | -303 092 €       | 45 746 €        | 206 707 €        | 850 844 €          |
|                             | <b>Total</b>          | <b>347 749 €</b> | <b>1 495 196 €</b> | <b>693 311 €</b> | <b>80 023 €</b> | <b>774 000 €</b> | <b>3 390 279 €</b> |

Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.

VILLE  
D'AIGUILLEON

## Réhabilitation extérieure des pavillons du Château

| N° AP                  | Libellé                                                           | Montant TTC de l'AP<br>DEPENSES | Montant des Crédits de paiements |           |             |             |           |
|------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|-----------|-------------|-------------|-----------|
|                        |                                                                   |                                 | 2017                             | 2018      | 2019        | 2020        | 2021      |
| 2016-02 (opération 59) | Réhabilitation extérieure des pavillons du château Travaux et Moe | 3 256 309 €                     | 18 300 €                         | 116 429 € | 1 503 945 € | 1 199 500 € | 418 135 € |

## - POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2016-02

| Dépenses                    | RECETTES            | 2017            | 2018             | 2019               | 2020               | 2021             | Total              |
|-----------------------------|---------------------|-----------------|------------------|--------------------|--------------------|------------------|--------------------|
|                             |                     |                 |                  |                    |                    |                  |                    |
| Travaux et maîtrise d'œuvre | 3 256 309 €         |                 |                  |                    |                    |                  |                    |
|                             | Subvention FSIPL    | - €             | 4 482 €          | 347 747 €          | 118 420 €          |                  | 470 649 €          |
|                             | DRAC                | - €             | 6 255 €          | 148 369 €          | 144 404 €          | 122 304 €        | 421 332 €          |
|                             | Dept                | - €             | - €              | - €                | 40 000 €           | - €              | 0 €                |
|                             | Région MH           | - €             | - €              | 60 000 €           | 114 058 €          | 53 942 €         | 228 000 €          |
|                             | DSIL                |                 |                  | 85 815 €           | 153 670 €          | 46 565 €         | 286 050 €          |
|                             | FCTVA - prêt relais | - €             | 19 099 €         | 246 707 €          | 196 766 €          | 68 591 €         | 462 572 €          |
|                             | Autofinancement     | 18 300 €        | 86 593 €         | 615 307 €          | 432 182 €          | 126 734 €        | 1 387 706 €        |
|                             | <b>Total</b>        | <b>18 300 €</b> | <b>116 429 €</b> | <b>1 503 945 €</b> | <b>1 199 500 €</b> | <b>418 135 €</b> | <b>3 256 309 €</b> |

Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.

## Régénération intérieure du Château - Pavillon de la Comédie

| N° AP                                                                | Libellé                                                           | Montant TTC de l'AP<br>DEPENSES | Montant des Crédits de paiements<br>(Phase Travaux) |          |           |           |
|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------------------------|----------|-----------|-----------|
|                                                                      |                                                                   |                                 | 2018                                                | 2019     | 2020      | Total     |
| 2018-01 (opération 61)                                               | Réhabilitation intérieure<br>Pavillon Comédie<br>Travaux et Moe - | 956 278 €                       | - €                                                 | 31 278 € | 925 000 € | 956 278 € |
| <b>- POUR INFORMATION - Financement prévisionnel de L'AP 2018-01</b> |                                                                   |                                 |                                                     |          |           |           |
|                                                                      | Dépenses                                                          | Recettes                        | 2018                                                | 2019     | 2020      | Total     |
| <b>Pavillon de la Comédie</b>                                        |                                                                   |                                 |                                                     |          |           |           |
| Travaux et maîtrise<br>d'œuvre                                       | 956 278 €                                                         | Contrat ruralité                | 10 347 €                                            | 89 319 € | 196 910 € | 296 576 € |
|                                                                      |                                                                   | Fonds de concours Cté           | - €                                                 | - €      | 398 449 € | 398 449 € |
|                                                                      |                                                                   | FCTVA                           | - €                                                 | 5 131 €  | 151 737 € | 156 868 € |
|                                                                      |                                                                   | Autofinancement                 |                                                     |          | 177 904 € | 104 385 € |
|                                                                      |                                                                   | <b>Total</b>                    | - €                                                 | 31 278 € | 925 000 € | 956 278 € |

*Cette information ne fait pas l'objet d'un vote - retrace le réalisé et l'attendu des subventions notifiées.*

■ Les autres dépenses porteront notamment sur les opérations suivantes :

- Les dépenses d'équipement sur les bâtiments scolaires (14%) : 390 721€
  - Extension et rénovation de l'école Marie Curie ; 345 500€
  - Menuiseries et changement du sol souple de l'école Jean Jaurès ; 24000 €
  - Equipement extérieur Jean Jaures : 4 761 €
  - Climatisation Marie Curie : 2 740 €
  - Restauration scolaire (travaux) : 6 720 €
  - Création d'une Classe CP à Marcel Pagnol : 7 000 €
- La vidéo protection ; 48 k€
- L'aménagement de voirie et réseaux : 117 925 €
  - Extension ENEDIS
  - Réseau de chaleur
  - 3 ralentisseurs trapézoïdal
  - Parking d'Arcole
  - Bâches protection réserve incendie
  - Equipement urbain ( Barrières, potelets, poubelles, panneaux...)
- La rénovation des infrastructures sportives et culturelles : 98 227 €
- La participation communale à l'extension et rénovation de la caserne de pompiers, 67 k€
- L'acquisition de matériel pour les différents services : 35 275 €
- La création de France Services : 50 K€

En recettes : les emprunts, les dotations et subventions de l'État. On y trouve aussi l'autofinancement correspondant au solde excédentaire de la section de fonctionnement.

Le financement des projets d'investissement est prévu comme suit :

Le financement des projets d'investissement 3 103 743 € est prévu comme suit :

■ Les Recettes financières : 1 637 360€ - 53%

- FCTVA : 341 360 €
- L'emprunt relais FCTVA à hauteur de 300 €
- L'emprunt relais dans l'attente de la perception des subventions (296 k€)
- L'autofinancement à hauteur de 700 000 €

■ Les subventions : 1 179 979 € - 38%

Elle porte principalement sur les opérations en autorisations de programme / crédits de paiements.

Au total 1 174 979 €, telles qu'elles sont indiquées dans le tableau des présentations des AP/CP cela représente par opération les montants suivants :

|                                                    |           |
|----------------------------------------------------|-----------|
| Op 59 - Réhabilitation extérieure des pavillons    | 570 552 € |
| Op 61 - Réhabilitation intérieure pavillon comédie | 532 427 € |
| Op 70 - Extension école Marie Curie                | 72 000 €  |

■ L'emprunt : 291 364 € - 9%

Un emprunt d'équilibre sera inscrit à hauteur de 291 364 €